

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 21 mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 avril 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BMI PRODUCTION FRANCE**

Lieu-dit Massia  
Route de St Polycarpe  
11300 Limoux

Références : UID11/66-C3-2024-172

Code AIOT : 0018200148

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 avril 2024 dans l'établissement BMI PRODUCTION FRANCE implanté Lieu-dit Massia Route de St Polycarpe 11300 Limoux. L'inspection a été annoncée le 11 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BMI PRODUCTION FRANCE
- Lieu-dit Massia Route de St Polycarpe 11300 Limoux
- Code AIOT : 0018200148
- Régime : Autorisation

Cette usine de la société BMI PRODUCTION FRANCE fabrique des tuiles pour le bâtiment.

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 2.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
6	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 7.3.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 7.7.5.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
8	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 8.2.1.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.5	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement exploité de façon correcte et respecte une partie des dispositions contrôlées.

Toutefois, des écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant les exercices visant à tester le Plan d'Opération Interne et la surveillance des retombées de poussières.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque inondation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de gestion du risque inondation est défini pour formaliser les mesures à adopter en cas d'alerte.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a défini un plan de gestion du risque inondation composé d'un plan des zones à risques et une consigne relative aux mesures à adopter en cas d'alerte.  Toutefois, ce plan doit être mis à jour au regard du Plan de Prévention des Risques d'inondation de Limoux dans sa version de 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le plan de gestion mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

### N° 2 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque canalisation de rejet d'effluent, nécessitant un suivi dont les points de rejet sont

repris ci-après, doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.
<b>Constats :</b>  Comme suite à son engagement lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis par envoi du 18 juillet 2023 au service de l'inspection un porter à connaissance portant notamment sur les modifications et évolutions du site qui aborde les rejets atmosphériques et notamment la mise en conformité des points de prélèvement.  Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par le service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conduit n°1 Hauteur en m 12 Diamètre en m 2,2 Rejet des fumées des installations raccordées Four/séchoirs Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h 45 000 Vitesse mini d'éjection en m/s 8  Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les valeurs limites des rejets doivent être conformes aux dispositions contenues dans le présent arrêté. Elles s'imposent à des prélèvements, mesures, ou analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.
<b>Constats :</b>  Comme suite à son engagement lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis par envoi du 18 juillet 2023 au service de l'inspection un porter à connaissance portant notamment sur les modifications et évolutions du site qui aborde les rejets atmosphériques et notamment la mise en conformité de la vitesse d'éjection.  Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par le service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en CO<sub>2</sub> à 3%.</p> <p>Concentrations instantanées en mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Conduit n°1</p> <p>Poussières totales 40 SO<sub>2</sub> 10 NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub> 60 CO 4 HCl 50 Fluor 8</p>
<b>Constats :</b> <p>Comme suite à son engagement lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis par envoi du 18 juillet 2023 au service de l'inspection un porter à connaissance portant notamment sur les modifications et évolutions du site qui aborde les rejets atmosphériques et notamment les concentrations et les flux des paramètres suivis.</p> <p>Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par le service de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités maximales rejetées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Conduit N°1

kg/h

kg/j

kg/an

Flux

Poussières

1,8

43,2

15768

SO<sub>2</sub>

0,45

10,8

3942

NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub>

2,7

64,8

23652

CO

0,18

4,3

1569

HCl

0,135

3,2

1168

Fluor

0,360

8,6

3102

**Constats :**

Comme suite à son engagement lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis par envoi du 18 juillet 2023 au service de l'inspection un porter à connaissance portant notamment sur les modifications et évolutions du site qui aborde les rejets atmosphériques et notamment les concentrations et les flux des paramètres suivis.

Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par le service de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Infrastructures et installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 7.3.4

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification « Foudre » n° 1248478-001 - 1 du 16 juillet 2023 réalisé par un bureau d'études indépendant.</p> <p>Ce rapport met en évidence plusieurs non-conformités.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que la mise en conformité serait réalisée en 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit mettre en conformité ses installations et transmettre au service de l'inspection l'échéancier des travaux de mise en conformité puis les justificatifs de leur réalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 7.7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>



<b>Prescription contrôlée :</b>  Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.
<b>Constats :</b>  L'exploitant, malgré son engagement de 2023, n'a pas pu réaliser d'exercice avec les sapeurs pompiers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réaliser un exercice au cours de l'année 2024 même si les sapeurs pompiers sont indisponibles afin de tester le POI.  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la réalisation de cet exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

#### N° 8 : Surveillance des émissions et de leurs effets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air des retombées de poussières :  Paramètres :Poussières Fréquence : mensuelle Méthode de mesure : 5 jauges Owen  La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il était en cours de régularisation sur ce point.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la mise en place de cette surveillance une fois mis

en conformité ainsi que le rapport des mesures réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours